

## Dire publiquement nos vérités sur l'AERES

En mettant en place l'AERES, le gouvernement avait annoncé qu'il allait améliorer considérablement la qualité et l'efficacité de l'évaluation du système d'enseignement supérieur et de recherche (ES&R). Maintenant que l'AERES est en place et a commencé à fonctionner, on peut commencer à juger sur pièces du résultat.

Ce qui suit est la relation d'une expérience vécue très récemment, et qui ne constitue qu'un exemple; Il serait sûrement utile qu'en réponse à ce texte, **d'autres racontent leur propre expérience de l'AERES**, afin qu'émerge une image plus globale de son fonctionnement réel.

Dans l'Institut mixte CNRS/INSERM dans lequel je travaille (~600 personnes, 4 départements, 40 équipes), tout a commencé au printemps 2008. Il fallait que pour fin juin nous ayons bouclé nos rapports et projets pour l'AERES, afin que ces documents soient visés successivement par le directeur de l'Institut et le président de l'université (Paris Descartes) à laquelle nous sommes rattachés. Six mois plus tard, en décembre 2008, nous recevions les visites des comités AERES, un comité différent pour chaque département.

Pour le département où je travaille, ce comité était constitué de collègues estimables, tels qu'on pouvait les rencontrer dans les comités de visite du CoNRS (Comité National de la Recherche Scientifique) ou de l'INSERM. Dont un membre étranger. Tous avaient été nommés par l'AERES, et étaient très pressés et occupés. La visite s'est donc effectuée au pas de charge (entre 1h et 1h30 par équipe), et pour deux équipes du département que je dirige, 2 ou 3 des 8 experts étaient absents pour tout ou partie de la présentation de l'équipe. Aucun représentant ITA dans le comité de visite, comme c'est de règle à l'AERES, alors que la question des ITA est sensible dans la plupart des laboratoires.

Après cette visite, il a fallu attendre plus de 3 mois pour avoir les rapports. En effet, le rapport du comité de visite doit être revu, visé et en partie reformulé par des responsables de l'AERES, qui supervisent plusieurs comités de visite sans pouvoir tous les suivre *in extenso*. Ce petit groupe de scientifiques qui se sont engagés dans le NPM (*New Public Management*), ces *nouveaux managers* ont un rôle absolument déterminant dans l'homogénéisation des rapports des comités de visite, dans la notation finale attribuée, équipe par équipe (A+, A, B, C), et qui doit émerger de 4 notes (...). Voilà un exemple de la concentration des pouvoirs réels qu'on voit aujourd'hui à l'œuvre un peu partout.

En principe, les équipes ont un droit de réponse (puisque l'évaluation est censée être contradictoire). Mais on nous a fait comprendre que les seules réponses qui seraient prises en compte seraient des corrections d'erreurs factuelles indiscutables (sur le nombre de chercheurs par ex.). Le caractère contradictoire de l'évaluation était pour nous totalement fictif.

L'AERES ayant donc fonctionné comme une agence de notation hâtive plus que d'évaluation, a transmis ses notes et rapports aux directions de l'INSERM et du CNRS. Dans ces organismes, des commissions se sont réunies (pour l'INSERM) ou vont le faire (pour le CNRS). La consigne reçue par les commissions INSERM était, sur la base des informations reçues de l'AERES, d'effectuer un classement de toutes les unités et équipes de la discipline, sur toute la France. L'objectif est clair : la direction de l'organisme utilisera ce classement (éventuellement retouché) pour fermer un certain pourcentage d'équipes. 10% ? 30%? On n'en sait rien. Un membre de la commission INSERM avait participé au comité de visite, mais, à cette exception près, les rapporteurs pour chaque équipe n'avaient pas pu visiter les labos ni parler avec les membres des équipes évaluées. Pour les 19 équipes de l'Institut qui dépendent d'une même commission INSERM, le résultat est assez violent : 5 équipes classées A par l'AERES se retrouvent dans le dernier tiers des équipes classées par la commission, donc peuvent craindre d'être fermées !

Et maintenant, que va-t-il se passer ? Pendant le processus d'évaluation, les Instituts INSERM (auxquels on nous avait demandé de nous rattacher, ce qui pour un Institut multidisciplinaire, était un exercice kafkaïen), ces Instituts ont disparu, ils ont été remplacés (avec les mêmes intitulés et les mêmes directeurs) par des ITMO (Instituts Thématiques Multi-Organismes). Mais si les ITMO sont des instituts inter-organismes, ils ne sont plus INSERM, donc nous ne savons plus très bien de qui nous dépendons. Il faut que nous ne perdions pas pied dans ces sables mouvants. Que faire ? Passer des coups de fils à des personnes bien placées dans l'INSERM ou les ITMO ? Autrement dit, le piston, le réseau, comme étape ultime de l'évaluation ?

L'AERES était censé améliorer la qualité, l'efficacité, l'indépendance de l'évaluation, et voilà où on en est. Dans le système antérieur, les commissions INSERM et sections CNRS mettaient sur pied un comité de visite commun (avec éventuellement des experts étrangers), et ensuite les sections faisaient leur travail sur la base du rapport des membres du comité de visite, toujours plusieurs, dont un membre ITA. Le système était plus simple, plus transparent, le même comité évaluait les équipes et les personnes, ce qui était très logique et évitait un travail en doublon (mais dans le nouveau système ces évaluations sont disjointes) et une partie conseil était toujours incluse dans cette évaluation, qui était bien plus qu'une simple notation/classement.

Avec le nouveau système, d'une complexité et d'une opacité sans précédent, un an après avoir fait leur rapport, les équipes sont toujours dans cette attente angoissée : allons-nous pouvoir continuer à travailler ? A quelle sauce allons-nous être mangés ? De qui dépend cette décision ? Du président du comité de visite AERES ? Du petit groupe de scientifiques-managers-évaluateurs semi-professionnels de l'AERES ? De la commission INSERM ? De la direction d'un ITMO ? De la direction de l'INSERM ? De ses conseillers particuliers ou de quels réseaux opaques ? Où est l'évaluation collégiale, contradictoire, transparente, qu'on nous avait annoncée ? Combien de mois faudra-t-il attendre pour que la machine ait fini son travail ? En tous cas, nul doute qu'elle va faire de la casse, y compris parmi des chercheurs reconnus pour la qualité de leurs travaux.

Chers collègues, réveillez-vous ! Si le nouveau système n'apporte aucune amélioration mais au contraire détériore l'évaluation, l'opacifie et donc renforce le pouvoir de quelques uns, "bien en cour", il faut le rejeter. Il faut exiger un système d'évaluation réellement collégial, contradictoire, transparent. Une bonne base pour cela, ce sera le CoNRS et les commissions INSERM, structures qui ne doivent pas être supprimées, mais améliorées (par exemple pour garantir la qualité de leurs membres, ou pour améliorer le processus de recrutement, qui se fait aujourd'hui sur la base d'auditions beaucoup trop courtes, etc...).

**Ce qu'il faut supprimer, c'est l'AERES. Le premier pas pour cela pourrait consister à demander au Directeurs d'Unité de la vague A (les prochains à être évalués), à ignorer l'AERES, à transmettre leurs dossiers d'évaluation au CoNRS et aux commissions INSERM.**

Voilà les conclusions que l'on peut tirer d'un exemple de réalité vécue de fonctionnement de l'AERES. Et chez vous, c'était comment ?